



INTRODUCTION A UN DEBAT - Victor LEDUC

le « projet de société » et le Manifeste de Toulouse

Le document soumis aux Assises sous le titre de « Projet de société » se présente comme une synthèse. Synthèse entre Mai 68 et Mai 74, synthèse entre « les programmes des différentes formations de la gauche », qui tous, indiqueraient « la direction où il faut s'engager pour aller vers une société différente ». Le texte se propose seulement de définir les objectifs et la logique de la Société à construire « de façon encore plus précise ». On voit déjà que le langage est celui de la diplomatie. Entre le « Programme commun » et le « Manifeste de Toulouse », entre la stratégie électorale et celle de la lutte pour le contrôle et l'autogestion, entre la « démocratie avancée », la voie réformiste et la voie révolutionnaire, comment réaliser une synthèse ? En fait, il s'agit plutôt du fameux pâté où le cheval « Programme commun » se compose avec l'alouette « Manifeste de Toulouse ». Sous un habillage qui ne réussit pas à dissimuler les coutures entre pièces rapportées, le « Projet » traduit très exactement le rapport des forces en présence.

le nouveau front de classe

Une lecture attentive révèle les gradations en demi-teintes, les silences et les équivoques qui ont permis aux valeureux rédacteurs de réaliser leurs compromis.

Comment se situer par rapport aux sociétés de type stalinien et aux expériences social-démocrates en cours ? Problème délicat. Mais nos auteurs s'en tirent bien. Les premières « menaçaient l'homme d'une soumission totale à un Etat tout puissant ». Notez l'euphémisme : seulement une menace, et encore, à l'imparfait. Les secondes « n'ont pas su proposer une

alternative suffisante aux défaillances économiques et sociales de la croissance capitaliste ». « Suffisante » est admirable ! Avouez que « défaillance » n'est pas mal trouvé non plus. Mais ce ne sont que des hors d'oeuvre.

L'un des grands problèmes était d'introduire la stratégie antimonopoliste commune au PC et au PS sans toutefois abandonner toute référence à la stratégie anticapitaliste mise en avant dans le « Manifeste ». C'est là que les gradations sont indispensables. On procède par incidentes, notations anodines : on constate que l'inflation est génératrice de conflits sociaux (« travailleurs, paysans, PME »). Première apparition des PME. Un peu plus loin, leur rôle est exalté : « La concentration capitaliste est accélérée par les restrictions de crédit qui frappent principalement les PME sans considération de leur utilité sociale ». Et nous voici préparés au grand tournant stratégique. Les petits et moyens entrepreneurs font leur entrée dans un « large front de classe ». Mais comment ces petits et moyens capitalistes, pour les désigner par leur nom « de classe », vont-ils participer au grand combat pour le socialisme ? Les auteurs du « Projet » se dépassent ici dans la synthèse. « Ce front de classe, spontanément défensif antimonopoliste à court et à long terme, devenu offensif, anti-capitaliste ». De deux choses l'une : ou bien, cela signifie que les PME seront « larguées » hors du front de classe (pourquoi ce singulier) dans une étape ultérieure, ou bien que l'antimonopolisme les amènera à se nier elles-mêmes, en tant que PME, à devenir anti-capitalistes. Eh bien non ; il y a une troisième solution. Elles entreront



dans « *un grand parti socialiste* » indispensable pour « *cimenter le front de classe* ». Dans ce creuset, les travailleurs salariés et les troupes de M. Gingembre se forgeront une conscience commune.

Telle est bien la pensée profonde de ce texte oecuménique. Entrez au PS, portez-le au pouvoir, et toutes les contradictions seront résolues. Et ce n'est nullement l'effet du hasard, si le thème du parti socialiste occupe dans le chapitre consacré à la stratégie la place la plus importante. Puisque « *la prise du pouvoir à la suite de victoires électorales paraît être l'hypothèse la plus plausible* », le renforcement d'un parti particulièrement adapté à la bataille électorale (il vient encore de le prouver) devient l'objectif numéro un. Le rassemblement de tous les mécontents, baptisé « *front de classe* » ou « *stratégie de luttes* » pour donner à certains des satisfactions de vocabulaire, est, dans le cadre de cette stratégie, la tactique la plus rentable. Tout cela est parfaitement logique, tout à fait cohérent. C'est du solide. On s'est longuement promené dans le ciel de l'autogestion, mais on est revenu sur la terre ferme des réalités électorales. Et là, on retrouve le Programme commun et la stratégie qu'il commande, saluée comme « *un engagement irréversible* ». La boucle est bouclée ; la synthèse est en pièces.

l'abandon des acquis du PSU

Il faut tout de même relever un certain nombre d'abandons majeurs concédés par ceux qui, au moins théoriquement, parmi les auteurs du projet, se réclamaient du « *Manifeste de Toulouse* ». Le plus flagrant concerne la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire. Le contrôle n'intervient dans le « *Projet de société* » que postérieurement à la « *conquête de l'appareil d'Etat* ». Contrôle de l'exécution du plan, contrôle des mandataires par les mandants, des décideurs par ceux qui sont soumis à leur

autorité. En dehors d'une brève mention de « *l'objectif du contrôle* » dans certaines luttes actuelles, toute la stratégie du contrôle ouvrier et populaire et son rôle capital pour ouvrir la voie à l'autogestion se trouvent escamotés. On en comprend fort bien les raisons. Sur ce point, même une apparence de conciliation était impossible. Si la conquête de l'Etat est conçue comme une prise des leviers de commande opérée par un gouvernement porté au pouvoir par les électeurs, si l'autogestion est peu à peu octroyée d'en haut, on n'a que faire d'une stratégie qui tend à créer des organes de double pouvoir, qui prépare les travailleurs à devenir le véritable pouvoir. Où est passée la devise du « *Manifeste* » : « *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* » ? A la trappe !

Pas davantage, et pour la même raison, n'est posé le problème de la destruction de l'Etat de la bourgeoisie. Certes, « *les socialistes ne peuvent conserver l'Etat capitaliste tel quel* » (le « *tel quel* » est une autre trouvaille !). L'Etat sera donc transformé, nous dit le texte du « *Projet* ». A la lecture, on s'aperçoit que le programme de transformation de l'Etat actuel se résume à une plus large décentralisation de la gestion et à conférer à certains organismes, comités d'entreprises, comités de quartiers, associations de consommateurs, etc., des « *pouvoirs d'initiative et d'intervention* ». Le Programme commun ne disait pas autre chose. Tout cela est parfaitement compatible avec le maintien des structures essentielles de l'Etat actuel, mais incompatible avec la dynamique des luttes les plus significatives pour le contrôle, avec la perspective des conseils ouvriers et *populaires*, avec la revendication clé du « *Manifeste de Toulouse* » : « *le pouvoir aux travailleurs* ».

Le *Projet de Société* qui se veut la base idéologique (on n'ose pas dire théorique) de l'intégration dans la « *nouvelle* » force socialiste confirme que cette intégration passerait par l'abandon des acquis essentiels du PSU.

Victor LEDUC ■